

COOPÉRATION INTERNATIONALE

CAHIER SPÉCIAL D | LES SAMEDI 1^{ER} ET DIMANCHE 2 FÉVRIER 2025

LEDEVOIR

Un monde plus juste pour tous, par tous

Tous les ans, le Canada célèbre le travail de ses organismes de solidarité internationale. Au Québec, ils sont plus de 70 à œuvrer, année après année, pour réduire les inégalités et mitiger les effets des bouleversements qui grugent le quotidien de millions de personnes partout dans le monde. Changements climatiques, discriminations, violences sexuelles, conflits armés, fragilisation des acquis démocratiques : le contexte mondial vulnérabilise une grande partie de la population, notamment dans les pays du Sud. À l'occasion de la Semaine du développement international, qui se déroulera du 2 au 8 février sur le thème de la démocratie et de la participation citoyenne, ce cahier donne la parole aux organismes qui collaborent sur le terrain avec les populations locales pour un monde plus juste et plus engagé.



INTER PARES

L'égalité est dans le pré

Promouvoir la place des femmes et les pratiques durables en agriculture, c'est ce que propose le programme ÉGALE-AO, de l'organisation Inter Pares. C'est dans le cadre de cette initiative qu'une délégation d'experts et de militants de cinq pays d'Afrique de l'Ouest a effectué, l'automne dernier, une tournée au Canada et au Québec afin d'échanger sur les expériences et les bonnes pratiques avec leurs homologues d'ici.

LÉILA JOLIN-DAHEL
COLLABORATION SPÉCIALE

C'est en septembre dernier que « L'égalité dans les prés » a permis aux participants — élus, agricultrices et militantes — d'échanger sur les questions d'égalité des genres et de sécurité alimentaire, explique Fernande Abanda, gestionnaire de programme chez Inter Pares. Cette tournée s'inscrit dans le cadre du projet Égalité de genre par l'agroécologie menée par les femmes en Afrique de l'Ouest (ÉGALE-AO), visant à accompagner les fermières en Afrique de l'Ouest, notamment au Togo, en Guinée-Bissau, au Burkina Faso et au Sénégal. Lancée en 2022, l'initiative s'étale sur cinq ans et a été financée par Affaires mondiales Canada.

La démarche privilégie l'agroécologie, qui promeut une agriculture s'appuyant sur des processus naturels pour améliorer la production tout en limitant les conséquences sur l'environnement et la biodiversité, explique M^{me} Abanda. Cette démarche favorise notamment la rotation des cultures, la protection des sols et le recours à des connaissances et à des pratiques locales pour préparer de l'engrais et des pesticides verts en réduisant l'utilisation d'intrants chimiques.

Des sociétés patriarcales

En Afrique de l'Ouest, ce sont les femmes qui pourvoient aux besoins de la famille en travaillant dans les champs et en nourrissant leurs proches, souligne M^{me} Abanda. « Dans cette division sexuelle des tâches, les fermières se retrouvent avec moins

de possibilités de participer aux prises de décisions parce que le patriarcat est ce qui structure l'organisation sociale », rappelle-t-elle. Elles restent ainsi peu impliquées dans la gestion des terres et les politiques agricoles.

Ces régions connaissent également des défis en matière de sécurité alimentaire, car elles dépendent de cultures étrangères. « Par exemple, le riz vient d'ailleurs. Et pourtant, c'est une céréale qui pousse dans beaucoup de pays d'Afrique de l'Ouest », illustre la gestionnaire.

Même chose pour le blé, qui prend la place des céréales traditionnelles, moins utilisées et moins consommées par la population, dit-elle. « Ces produits ne sont pas reconnus à leur juste valeur, alors que, souvent, ils sont nourrissants et permettent de soutenir l'économie locale », ajoute-t-elle.

Avec ÉGALE-AO, Inter Pares souhaite épauler 25 000 bénéficiaires directs et 900 000 bénéficiaires indirects, tels que des membres de la famille ou les communautés des fermières participantes au projet. Par exemple, au Sénégal, l'initiative encourage la culture du riz traditionnel. En Guinée-Bissau, des femmes apprennent des techniques de valorisation des espèces endogènes pour conserver davantage d'indépendance face aux exploitations industrielles. « La gestion des semences et leur accès sont capitaux dans les défis de sécurité alimentaire », souligne M^{me} Abanda.

Ainsi, au Togo, Inter Pares promeut les graines de fonio afin de stimuler la mise en marché de cette céréale ancestrale, spécialement en contexte de crise climatique. « Le fonio est reconnu pour être capable de survivre dans les espaces arides et de résister aux pics d'ensoleillement et à la sécheresse », souligne la gestionnaire de programmes.

Le projet a aussi pour but de renforcer les compétences des bénéficiaires en communication et de leur permettre de plaider leur cause auprès des décideurs. « On vise à influencer les politiques, les pratiques et l'idée qu'on se fait de la place des femmes en agroécologie », explique M^{me} Abanda. Ainsi, des hommes impliqués dans l'initiative prêtent main-forte aux participantes afin de convaincre les chefs locaux, traditionnels ou religieux, de devenir partenaires de cette lutte pour l'égalité de genre.

Une révolution silencieuse qui traverse les océans

ÉGALE-AO se veut une « révolution silencieuse » des pratiques, estime Fernande Abanda. « Au-delà des défis de reconnaissance de l'agroécologie, il y a un mouvement fort qui se construit dans ces communautés et qui est porté par ces fermières », souligne-t-elle.

Si le projet se poursuit jusqu'en 2027, Inter Pares constate déjà des changements en matière d'égalité de genre sur le terrain. « Des gens qui étaient alignés dans le patriarcat encouragent maintenant les femmes à participer à des activités et ont intégré des groupes de plaidoyers. C'est une réussite, que de voir des hommes s'engager dans cette voie », se réjouit la gestionnaire de programmes.

Une fraternité qui traverse l'océan pour sensibiliser la société à des luttes similaires au Québec. « Le défi de l'accès aux terres, on le retrouve aussi au Canada. Des fermières québécoises ont témoigné durant la tournée "L'égalité dans les prés" de leur difficulté à se faire léguer la terre de leurs parents parce qu'elles étaient des femmes », raconte M^{me} Abanda. Inter Pares estime que ce voyage d'échanges aura permis de sensibiliser le public québécois aux approches féministes et agroécologiques, de discuter des défis actuels en la matière et de forger de nouveaux liens. « Il y a un mouvement de solidarité qui part du bas et qui fait ses preuves. Les organisations avec lesquelles on collabore depuis des décennies ont montré que c'était la solution », conclut Fernande Abanda.

LA JUSTICE CLIMATIQUE, ALLIÉE DES DROITS DE LA PERSONNE D3

SOUTENIR LES VICTIMES DE LA GUERRE EN UKRAINE D7

RENFORCER L'AUTONOMIE ÉCONOMIQUE DES AGRICULTRICES AU GHANA D10

TRANSFORMER
LA
DETTE
EN
Espoir

Signez la pétition pour annuler les dettes injustes :
devp.org/dette



Développement
et Paix
CARITAS CANADA

AQOCI

Rester solidaire face aux défis du monde

Alors que la nouvelle édition de la Semaine du développement international se profile à l'horizon, l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) entend saisir l'occasion pour réaffirmer l'importance de la participation citoyenne. Dans un monde où la démocratie n'a jamais été aussi menacée, cet engagement collectif reste un rempart essentiel, vecteur de solidarité et porteur d'espoir.

MALIK COCHEREL
COLLABORATION SPÉCIALE

En novembre dernier, la directrice générale de l'AQOCI, Michèle Asselin, s'inquiétait fortement de l'état de la démocratie dans le monde. « Cela nous interpelle forcément », nous disait-elle à l'orée des 29^{es} Journées québécoises de la solidarité internationale. En ce début d'année 2025, la montée des autoritarismes demeure plus que jamais une préoccupation majeure à l'échelle mondiale. Les conflits armés en Ukraine et au Moyen-Orient, la montée des populismes en Europe ainsi que le retour au pouvoir de Donald Trump chez nos voisins américains n'ont pas manqué de faire vaciller davantage les valeurs démocratiques.

Dans ce contexte incertain, l'association a choisi de placer de nouveau la démocratie et la participation citoyenne au centre des débats de l'édition 2025 de la Semaine du développement international, organisée du 2 au 8 février avec le soutien d'Affaires mondiales Canada. « Il est essentiel de poursuivre la réflexion et la mobilisation autour de ces enjeux fondamentaux », explique M^{me} Asselin. Un panel de discussion sur le rôle de la participation citoyenne pour le climat, la biodiversité et les droits des femmes est notamment au programme, tout comme des échanges avec des volontaires appelés à partager leurs témoignages sur l'effet du volontariat international.

L'action, porteuse de changements

« On peut se laisser envahir par le désespoir si l'on ne comprend pas comment agir ensemble et comment la mobilisation peut contribuer à proposer des solutions pour inverser un peu la vapeur, poursuit la directrice générale de l'AQOCI. Nous sommes profondément bouleversés par l'aggravation des conflits et des reculs en matière de droits dans le monde. Mais il est essentiel de montrer qu'il est possible d'agir, même dans les situations les plus difficiles. » L'Association, qui regroupe plus de 70 organismes de coopération et de solidarité internationales basés dans 14 régions du Québec, se fait précisément le porte-voix de ces actions porteuses de changement.

« Les projets que nous soutenons produisent des résultats concrets, notamment en Haïti, où la population civile fait face à une crise dramatique, confie Michèle Asselin, à titre d'exemple. Le Québec mène



Rosalie Bouchard est l'auteur et illustratrice de *Rêver le monde. L'héritage de Paulo Freire*, une bande dessinée créée à l'occasion de la Semaine du développement international et destinée à faire connaître aux plus jeunes la pensée du pédagogue brésilien. PHOTO FOURNIE PAR L'AUTRICE

une action de coopération et de solidarité internationale active pour venir en aide aux personnes fuyant les violences à Port-au-Prince. Nous préparons une cartographie de ces projets, que nous rendrons publique sur notre site Web dans les prochaines semaines, afin d'illustrer la façon dont cette mobilisation collective des organismes québécois et de la diaspora haïtienne contribue à améliorer les conditions de vie de la population locale. »

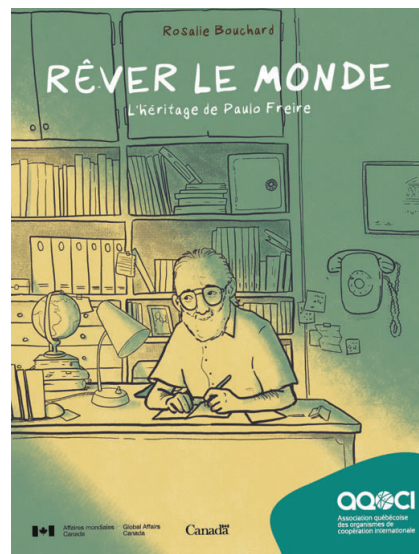
« On peut se laisser envahir par le désespoir si l'on ne comprend pas comment agir ensemble et comment la mobilisation peut contribuer à proposer des solutions pour inverser un peu la vapeur »

Participation citoyenne

Mettre en lumière le pouvoir transformateur de l'engagement citoyen figure parmi les priorités de l'AQOCI durant cette Semaine du développement international. Cela passe, entre autres, par un travail de sensibilisation auprès des nouvelles générations qui s'inquiètent des grands défis menaçant notre planète et l'humanité. À ce titre, un événement est prévu le 6 février à la Maison du développement durable, pour marquer le lancement de la troisième saison du balado *Prendre part*, de la Table de concertation jeunesse en solidarité internationale, et de la bande dessinée de Rosalie Bouchard, *Rêver le monde. L'héritage de Paulo Freire*, destinée à faire connaître aux plus jeunes la pensée du pédagogue brésilien.

En prônant, dès les années 1970, un modèle d'apprentissage interactif et participatif dans son ouvrage emblématique *Pédagogie des opprimés*, Paulo Freire a profondément influencé les pratiques d'éducation populaire, tant au Québec que partout dans le monde. « Il a joué un rôle déterminant dans nos réflexions sur

la manière de permettre à chaque citoyenne et à chaque citoyen de reprendre le contrôle sur sa vie, tout en proposant des approches qui unissent les communautés et les peuples pour un changement social en profondeur », souligne Michèle Asselin. En cela, croit-elle, la bédé de Rosalie Bouchard porte un vrai message d'espoir, en plus d'être un bel objet d'art.



Trois questions à l'auteur de *Rêver le monde. L'héritage de Paulo Freire*

Originaire du Bas-Saint-Laurent, l'auteur et illustratrice de 24 ans Rosalie Bouchard a relevé le défi de traduire la pensée de Paulo Freire en superbes planches destinées à éveiller les consciences et à inspirer l'engagement citoyen.

Comment avez-vous travaillé sur cette bande dessinée ?

« Lorsque l'AQOCI m'a proposé de réaliser un projet autour de Paulo Freire, j'ai commencé par me plonger dans ses écrits pour en apprendre davantage sur sa philosophie. Je me suis interrogée sur la participation citoyenne et sur la manière de la représenter. Mes voyages en Amérique centrale, notamment au Nicaragua, qui a traversé de grandes périodes de troubles politiques, m'ont également beaucoup inspirée. »

Pourquoi avoir choisi de raconter le parcours de Paulo Freire à travers le regard d'une jeune étudiante ?

« Je trouvais que c'était une manière accessible et percutante de faire découvrir Paulo Freire aux jeunes générations. En construisant l'histoire autour d'une étudiante qui ne vient pas nécessairement du Québec, je souhaitais rendre son message universel et toucher un public le plus large possible. »

En quoi son histoire peut-elle contribuer à une prise de conscience sur l'engagement citoyen et le monde qui nous entoure ?

« Dans la bande dessinée, l'adolescente au cœur de l'histoire découvre, en lisant les écrits de Paulo Freire, que ses apprentissages font d'elle une personne capable d'agir. Elle développe une conscience citoyenne en comprenant qu'elle a un rôle essentiel à jouer dans la société. Ce parcours initiatique montre que chacun peut devenir un acteur de changement. »

Rêver le monde. L'héritage de Paulo Freire est disponible gratuitement, en français et en anglais, sur le site de l'AQOCI : aqoci.qc.ca/rever-le-monde. La bande dessinée sera également traduite en portugais pour être distribuée au Brésil lors de la COP 30, qui se tiendra à Belém en novembre prochain.

DU 2 AU 8 FÉVRIER 2025

Semaine du développement international

#SDI2025 #ParticipationCitoyenne

AQOCI
Association québécoise
des organismes de
coopération internationale

aqoci.qc.ca



Affaires mondiales
Canada

Global Affairs
Canada

Canada

RÊVER LE MONDE

Illustration
Rosalie Bouchard



Avocats sans frontières Canada travaille depuis plus de dix ans sur un dossier de réparation des dommages environnementaux et sanitaires subis par la communauté afro-colombienne d'Anchicayá, en Colombie. PHOTO CLICK DIGITAL/ASF CANADA

ASFC

La justice climatique, alliée des droits de la personne

Avocats sans frontières Canada (ASFC) aide les personnes dont les droits ont été violés à accéder à la justice et à obtenir réparation. Au cours des quatre dernières années, Karine Ruel, la nouvelle directrice générale d'ASFC, a constaté une augmentation des dossiers de plainte en lien avec la justice climatique.

AURÉLIA CRÉMOUX
COLLABORATION SPÉCIALE

« Si on lit les nouvelles ce matin, on parle des impacts drastiques des changements climatiques, souligne Karine Ruel. [Chez ASFC], nous savons depuis longtemps que ces impacts sont exacerbés sur les populations qui sont vulnérables. »

M^{me} Ruel et son équipe ont notamment constaté que les déplacements forcés liés aux catastrophes climatiques, comme les inondations ou les sécheresses, augmentent les risques pour cette population de tomber dans les mains de trafiquants. « On voit de plus en plus le lien entre la traite de personnes, les déplacements de population et les changements climatiques », précise-t-elle.

Les fondamentaux de la justice climatique

Pour Karine Ruel, œuvrer pour la justice climatique peut permettre de protéger les droits fondamentaux des individus, et ce, à travers trois volets.

« Il y a d'abord la question de la prévention : comment peut-on mettre en place des règlements, comme l'Accord de Paris, de sorte que le droit puisse être utilisé pour prévenir

ce type de crise [climatique et humanitaire] ? » explique-t-elle.

Ensuite, il faut protéger les populations vulnérables. « Cela veut dire mettre en place des projets d'adaptation au climat, que ce soit au Canada ou dans les pays que le Canada soutient à l'international », précise M^{me} Ruel. Selon elle, des crises comme la pandémie de COVID-19, les conflits armés et les catastrophes climatiques ont aussi une répercussion sur la vie des Canadiens. « Ils le voient dans leur porte-monnaie, mais aussi dans les tensions que cela crée dans leurs communautés », illustre-t-elle.

« On voit de plus en plus le lien entre la traite de personnes, les déplacements de population et les changements climatiques »

Afin de mettre en place ces systèmes de protection, la directrice générale plaide pour mobiliser l'expertise des populations qui vivent sur place : « Les communautés vivent là depuis très longtemps, elles ont des mécanismes, des solutions qu'on peut parfaitement utiliser et entendre », souligne-t-elle. M^{me} Ruel estime également qu'il est primordial de travailler avec la jeune génération de juristes, aussi bien au Canada que dans les pays où ASFC intervient. Toutefois, cela s'avère parfois être un défi, surtout dans des pays où les droits de la personne ne sont pas au centre de la formation des avocats, comme au Mali, indique-t-elle.

Le dernier volet est axé sur la réparation, « le plus important » pour Karine Ruel et son équipe. « Ce n'est pas juste un engagement éthique ou moral, les pays ont des engagements internationaux, et, notamment, ils ont l'obligation de réparer lorsqu'il y a des violations de droits. » Selon elle, ces engagements permettent d'accompagner les avocats et les populations pour faire des dossiers emblématiques, qui font bouger les choses.

Par exemple, ASFC travaille depuis plus de dix ans sur un dossier de réparation de dommages environnementaux et sanitaires subis

par la communauté d'Anchicayá, en Colombie : en 2001, une compagnie hydroélectrique ouvre les vannes de son barrage, et des sédiments toxiques qui y étaient piégés se déversent dans la rivière Anchicayá, près de laquelle la population réside. « Toute la communauté a été affectée, les moyens de subsistance ont disparu, cela a causé des problèmes de peau [...], relate Karine Ruel. Les jeunes ont dû partir de la communauté pour avoir un projet de vie. » Le Conseil d'État a finalement reconnu l'indemnisation des collectivités, dans un arrêt en juillet 2021. La communauté d'Anchicayá a même reçu le Prix national des droits de la personne pour avoir été le processus collectif de l'année dans le pays.

2025, une année décisive

« On est dans une année cruciale parce qu'on attend des décisions majeures, au niveau du système européen et interaméricain des droits de l'homme, qui vont guider les États dans leurs obligations », explique Karine Ruel.

En effet, en décembre dernier, plus d'une centaine de pays et d'organisations internationales ont participé à des audiences à la Cour internationale de justice (CIJ) à La Haye. La CIJ devrait rendre un avis juridique cette année après avoir examiné, en vertu du droit international, les obligations des États pour lutter contre l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre et les conséquences juridiques d'un échec à le faire.

Selon l'organisme Human Right Watch (HRW), « l'avis de la Cour sera d'une grande importance pour les millions de personnes déjà touchées par le réchauffement planétaire et pour bien d'autres qui risquent de subir des préjudices dans un avenir immédiat. »

Présente à la COP 29, qui s'est tenue à Bakou en novembre 2024, la directrice générale d'ASFC a constaté une véritable prise de conscience collective de la force du droit pour amener des changements et influencer les politiques. Elle donne pour exemple la victoire historique d'un groupe de femmes suisses, pour la plupart âgées de plus de 70 ans, devant la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH). À la suite de leur action en justice, la Suisse a été reconnue coupable d'inaction climatique, une décision qui va influencer le droit dans les 46 pays membres de la CEDH.

SOCODEVI

La géante méconnue

La Société de coopération pour le développement international célèbre 40 ans de lutte pour un monde plus juste

JEAN-BENOÎT NADEAU
COLLABORATION SPÉCIALE

Peu de gens le savent, mais l'un des principaux organismes de coopération internationale canadiens est québécois et célèbre ses 40 ans cette année. La SOCODEVI — acronyme de Société de coopération pour le développement international — emploie plus de 400 personnes et a appuyé, au cours de l'année 2023-2024, 325 coopératives réparties dans 17 pays. La trentaine de projets que l'association y déploie a permis de venir en aide à plus de deux millions de personnes.

Qu'il s'agisse de favoriser les conditions des femmes et des enfants dans le tourisme au lac Atitlán, au Guatemala, d'améliorer les conditions des travailleurs agroforestiers du Maroc, de rehausser la qualité du cacao colombien ou d'assurer la reforestation du Sahel burkinabé, il y a un peu de Québec là-dedans.

« On est le principal partenaire québécois d'Affaires mondiales Canada, qui finance nos initiatives à hauteur de 80 à 90 %. Sur les questions agricoles, on est son plus gros partenaire canadien », explique Jean-Philippe Marcoux, le directeur général de l'organisme.

Cet OBNL réunit 14 membres, pour moitié des sociétés mutuelles (Promotuel, Beneva, Humania, UV, etc.) et des regroupements coopératifs (Confédération québécoise des coopératives d'habitation, Fédération des coopératives funéraires, etc.).

Avec les années, la SOCODEVI a mis en place une série d'outils informatiques afin de suivre chaque projet et d'en mesurer les résultats d'année en année. « On sait qu'on a contribué à augmenter l'indice

d'autonomisation des femmes de 30 %, que le revenu agricole moyen des ménages s'est accru de 35 % et que l'indice de pauvreté a diminué de 9,5 % [au sein des populations appuyées] », énumère M. Marcoux. Et, lit-on dans le dernier rapport annuel, les coopératives soutenues ont quadruplé leur chiffre d'affaires et multiplié par 30 leurs avoirs totaux.

En cette Année internationale des coopératives (décrétée par les Nations unies), la réputation de la SOCODEVI dans la planète coopérante n'est plus à faire. Elle est le premier OBNL étranger à rejoindre, en tant que membre associé, le U.S. Overseas Cooperative Development Council (OCDC) — un organisme américain réunissant 10 organisations nord-américaines. « Nous avons maintenant accès à leur excellent centre de recherche », indique le directeur général.

Le directeur du programme international de la SOCODEVI, François Dionne, siège également comme représentant du Canada au conseil d'administration de la section Amérique de l'Alliance coopérative internationale. Cet organisme basé à Bruxelles et fondé il y a 130 ans regroupe plus de 300 organisations partout sur la planète. « On est dans la coopération, pas la concurrence, souligne Jean-Philippe Marcoux. Alors, les organismes de coopération doivent coopérer entre eux. »

La méthode SOCODEVI

Un projet typique de la SOCODEVI implique habituellement une dizaine de coopératives, mais, précise son directeur général, elle a déjà agi pour soutenir aussi peu que deux organismes en Côte d'Ivoire et jusqu'à 40 en Colombie.

Si la SOCODEVI vise à favoriser l'égalité des genres, le développement

Au Maroc, dans le Moyen Atlas, plus de 3000 familles berbères bénéficieront, à terme, du projet de résilience climatique de la SOCODEVI. L'organisation y tisse des liens auprès de coopératives de femmes afin de favoriser leur autonomie économique et leur participation à la gestion durable des ressources naturelles. PHOTO SOCODEVI



économique et la résilience aux changements climatiques, son travail porte concrètement sur la gouvernance, l'amélioration des services aux membres et le renforcement de l'entreprise coopérative.

« Un projet peut exiger qu'on agisse sur la production, en quantité ou en qualité, sur le stockage, sur la transformation, sur la commercialisation, sur les exportations. Pour le nouveau projet qui démarre aux

Philippines, l'enjeu sera le développement des exportations de café », indique M. Marcoux.

L'organisation a une longue expérience en la matière. Son projet de soutien au cacao colombien a permis à la coopérative Workakao de remporter en 2024 la catégorie Or du concours Cacao of Excellence remis à Amsterdam. « Ce positionnement était l'un des objectifs de ce projet », affirme le directeur général.

La dimension sociale est toujours très présente dans les initiatives que porte la SOCODEVI. L'une des ambitions du projet de reforestation que l'organisme mène actuellement au Burkina Faso — et qui touchera 8000 femmes et 2000 jeunes hommes — vise à favoriser une masculinité positive, des espaces de dialogue et de réflexion avec les hommes et la déconstruction des stéréotypes.

« On a contribué à augmenter l'indice d'autonomisation des femmes de 30 %, le revenu agricole moyen des ménages s'est accru de 35 % et l'indice de pauvreté a diminué de 9,5 % [au sein des populations appuyées par SOCODEVI] »

Selon Jean-Philippe Marcoux, l'un des secrets du succès d'un organisme tel que la SOCODEVI consiste à s'en tenir aux types de projets qu'il est capable de mener à bien. L'autre secret est d'en assurer le financement complet, sur toute leur durée. L'organisation y parvient principalement grâce au soutien d'Affaires mondiales Canada, mais également grâce aux contributions financières et matérielles d'une flopée d'organismes et d'entreprises, telles que Fonds Solidarité Sud, le ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec ou ONU Femmes, lit-on dans le rapport annuel.

Outre le soutien matériel de dizaines d'organismes dans le monde, la SOCODEVI fait fréquemment appel à ses membres. Au Sénégal, par exemple, la Confédération québécoise des coopératives d'habitation a été très impliquée dans un projet d'habitation. « On ne l'aurait pas fait sans eux. » Le directeur général se félicite également de compter parmi ses membres, depuis l'an dernier, la Coop Carbone. « La mitigation ou l'adaptation aux changements climatiques et la restructuration d'écosystèmes reviennent de plus en plus souvent dans les projets. »



Un atelier thématique mené par le Bureau international des droits de l'enfant en Côte d'Ivoire, en novembre 2023 PHOTO IBCR

IBCR

Des référentiels pour protéger les enfants vulnérables

Depuis plus de 30 ans, le Bureau international des droits des enfants (IBCR) œuvre pour améliorer la protection de l'enfance dans le monde. À travers des ateliers thématiques, le Bureau élabore avec ses partenaires des outils référentiels pour mieux guider les acteurs du milieu.

CAMILLE FEIREISEN
COLLABORATION SPÉCIALE

L'IBCR est une organisation internationale qui s'attache à transformer la place des enfants dans nos sociétés et à renforcer leurs droits, notamment lorsqu'ils se trouvent en situation de vulnérabilité. « La solidarité est vraiment au cœur de notre mission », affirme Rebecca Alamo, conseillère sénior en renforcement de compétences. Pour ce faire, l'organisme travaille avec les systèmes de protection de l'enfance de différents pays en nouant

des liens avec des partenaires locaux dans une approche de co-construction.

Cette démarche vise à élaborer des référentiels de compétences adaptés aux besoins des professionnels de la protection de l'enfance selon leur zone d'intervention. « On considère qu'on n'a pas, nous, toutes les réponses », explique M^{me} Alamo, qui insiste sur l'importance d'intégrer l'expérience des acteurs de terrain pour concevoir des outils pertinents. Elle souligne que « reprendre l'expérience des professionnels qui savent exactement quelles sont les difficultés qu'ils rencontrent, c'est un élément fondamental ».

« On s'est rendu compte qu'il y avait beaucoup de similitudes entre [l'Afrique et l'Amérique latine] par rapport aux besoins [liés à la protection de l'enfance] »

Ce type de travail repose donc sur trois piliers : l'identification des besoins des professionnels, la co-création avec les acteurs de terrain et la complémentarité entre expertise internationale et expériences locales. Ces référentiels appartiennent aux professionnels et deviennent des outils pratiques pour guider leur action.

L'organisation travaille avec plusieurs ministères des pays concernés, notamment ceux de la Justice, de l'Éducation et de la Santé. « Il existe deux types de processus : l'un consiste à accompagner les instances de l'État pour améliorer ou développer des procédures plus respectueuses des droits des enfants. L'autre est en lien avec les écoles de formation des ministères [...] et vise à ce que ces référentiels agissent comme un document légal ou incorporé aux formations de manière nationale », souligne-t-elle.

Inclusion et égalité

L'IBCR a notamment mené des travaux en Afrique et en Amérique latine sur l'inclusion et l'égalité, deux notions cruciales pour garantir un accompagnement respectueux des droits des enfants. Ces initiatives incluent des ateliers collaboratifs avec des experts, des représentants gouvernementaux, des organisations de la société civile et des centres de recherche. « On s'est rendu compte

qu'il y avait beaucoup de similitudes entre [ces deux zones géographiques] par rapport aux besoins », explique M^{me} Alamo. L'objectif de ces ateliers est d'identifier les compétences clés nécessaires aux professionnels pour une interaction inclusive et significative avec les enfants vulnérables. Par exemple, les participants explorent comment communiquer correctement avec un enfant ou s'assurer qu'aucune discrimination ou exclusion ne se produit.

Les référentiels créés à la suite de ces expériences sont le fruit de plusieurs mois de travail et ont un effet tangible. Ainsi, l'école de police du Burkina Faso les a intégrés dans son cursus. Par ailleurs, l'IBCR a conçu des outils spécifiques pour les militaires — comme des boîtes à images et des guides audiovisuels — afin de former ce public parfois illettré à réagir de manière appropriée avec des enfants, lors d'interventions notamment. « En raison de la situation sécuritaire au pays, ce sont des gens qui se retrouvent sur le terrain et en contact direct avec des enfants. [Il s'agit alors] de donner quelques pistes [...], une sorte de petit guide pour qu'ils réagissent de manière appropriée » en fonction des situations, explique M^{me} Alamo.

Pour elle, la pérennité des actions de l'IBCR repose sur leur intégration dans les systèmes étatiques. « Ce que nous recherchons, c'est que ces derniers s'approprient ces outils et que ça devienne national », précise-t-elle. Cette approche garantit un effet durable par le biais des écoles de formation et des systèmes légaux. « Pour nous, le côté pérennisation est super important », ajoute-t-elle.

Des référentiels comme outils

Les référentiels de l'IBCR réunissent des recommandations en matière de savoir-faire et de savoir-être afin d'aider les professionnels à interagir avec les enfants. Ces outils visent à réduire le travail en vase clos et à promouvoir une approche globale prenant en compte des facteurs comme l'âge ou les conditions migratoires des enfants. Rebecca Alamo remarque que « souvent, les acteurs qui travaillent dans le système de protection de l'enfant sont des experts dans certains domaines, mais utilisent des outils qui pourraient être partagés plus largement ».

Les référentiels, actualisés régulièrement, sont conçus pour rester pertinents et adaptés aux besoins locaux. « L'objectif est vraiment de guider et d'inspirer les professionnels sur le terrain », conclut-elle.

CECI n'est pas une tomate.

C'est de l'entrepreneuriat féminin.

Au Bénin, les femmes développent des solutions agricoles durables et sèment un avenir meilleur.

Ici et ailleurs, le leadership féminin porte le changement.



CECI.ORG

En partenariat avec
Canada



MÉDECINS DU MONDE

Les droits et la santé sexuelle pour tous

L'accès à une information de qualité sur les droits et la santé sexuelle et reproductive (DSSR) est difficile pour les jeunes dans des pays comme le Burkina Faso, le Bénin et Haïti. Avec son programme RESPECT, l'organisme Médecins du monde travaille à outiller les adolescents et les jeunes adultes vulnérables.

MARIE-JOSÉE R. ROY
COLLABORATION SPÉCIALE

La mission générale de Médecins du monde, qui travaille en réseau dans près de 74 pays du globe, est d'assurer et de défendre le droit à la santé. C'est dans cet esprit que l'organisation médicale et humanitaire a lancé en 2021, pour une durée de cinq ans, le programme RESPECT.

Cette initiative vise la population des 10 à 24 ans des trois territoires nommés plus haut, plus précisément dans certaines villes comme Ouagadougou, Bobo-Dioulasso, Cité Soleil, Port-de-Paix et Abomey. Son objectif est de promouvoir les droits et la santé sexuelle et reproductive sans risque, en particulier auprès des adolescentes et des jeunes femmes. Et ce, en considérant la sexualité comme une source de plaisir, mentionne Nathaniel Allaire Sévigny, coordonnateur de programme chez Médecins du monde Canada. « C'est un élément innovant de notre approche, souligne-t-il. Le but, c'est de lever toutes les barrières d'accès : législatives, structurelles, socioculturelles et économiques, pour pouvoir jouir de ces droits. »

Population vulnérable

Selon l'organisme, en Haïti, seulement 56,3 % des femmes prennent



Modeste Tapsoba, pair et formateur du comité des jeunes de Médecins du monde, donne une formation sur la santé sexuelle et reproductive en milieu communautaire à Ouagadougou, au Burkina Faso. Octobre 2024. ALEXIS AUBIN POUR MÉDECINS DU MONDE CANADA

« Souvent, quand on rencontre les parents, ils nous disent qu'ils aimeraient ça, parler de sexualité avec leurs enfants, mais qu'ils ne savent pas comment »

seules des décisions éclairées en ce qui a trait aux relations sexuelles, à la contraception et à la santé sexuelle et reproductive. Cette statistique se chiffre à 20 % au Burkina Faso et à 38 % au Bénin. Et la tranche des jeunes de 10 à 24 ans représente environ le tiers de la population de ces trois pays, avance M. Allaire Sévigny. « Il s'agit de la masse de population qui est la plus vulnérable en matière de DSSR. On parle de risques élevés [liés à] des grossesses précoces et des accès limités à des services de santé répondant vraiment à leurs besoins. »

En cause, les tabous entourant la sexualité et les violences liées au

genre auxquels les 15-24 ans en milieu scolaire font le plus face, ce qui constitue un facteur de décrochage important, souligne le coordonnateur. « Et on pourrait parler d'autres petits éléments, comme l'impact des menstruations, le manque d'accès aux protections hygiéniques, le manque d'infrastructures adaptées [...] et les disparités entre les milieux rural et urbain », ajoute-t-il.

Dialogue et sensibilisation

Sur le terrain, le projet RESPECT, qui est financé par Affaires mondiales Canada, se déploie de plusieurs

façons : distribution de préservatifs, de serviettes hygiéniques et de lubrifiant, notamment par des vendeurs ambulants formés comme des entrepreneurs ; ateliers de théâtre-forum et séances de dialogue et de sensibilisation dans les centres de santé ; création de cliniques mobiles pour aller rencontrer les populations plus vulnérables ou encore implantation de comités de vigilance dans les écoles et les communautés pour prévenir les violences.

Médecins du monde sollicite également la participation de pairs éducateurs et éducatrices, c'est-à-dire de jeunes intervenants de l'âge de la clientèle visée par RESPECT, aptes à discuter avec leurs congénères des sujets qui les touchent.

En visioconférence depuis le Burkina Faso, Modeste Tapsoba, pair éducateur, raconte comment il s'y prend pour partager ses connaissances avec ses semblables sur les ITS ou l'avortement, entre autres : « Nous avons, par exemple, des jeux de société, comme le jeu *Sans tabous*, qui encourage la discussion sans restriction [...], parce que nous sommes entre nous. Nous avons une boîte à images pour lancer des causeries autour d'un thème, des carnets de référencement pour les jeunes... », explique le jeune homme de 19 ans.

En plus de contribuer à préserver la santé des jeunes, cette initiative crée un effet domino, selon M. Tapsoba. « Si je passe par mon frère aujourd'hui, lui va le transmettre à son cousin, par exemple. Ça permet d'informer beaucoup de monde », estime l'éducateur, qui aimerait faire carrière dans les sciences ou la médecine, une fois ses études terminées.

Aux critiques qui pourraient reprocher à l'organisme d'intervenir selon une vision occidentalocentrée, Nathaniel Allaire Sévigny répond que les mesures de l'initiative RESPECT sont mises en place en collaboration avec les structures étatiques des autorités des pays concernés. « Ce qu'on voit sur le terrain, c'est que des groupes de sensibilisation existent déjà pour pousser le changement et, nous, on vient s'allier et les supporter pour avancer. Ce sont de vrais besoins exprimés par la population. Et, souvent, quand on rencontre les parents, ils nous disent qu'ils aimeraient ça, parler de sexualité avec leurs enfants, mais qu'ils ne savent pas comment. »

COMBATTRE LES INÉGALITÉS GRÂCE AU POUVOIR TRANSFORMATEUR DES FEMMES



SOUTENIR les populations sinistrées lors de catastrophes, de conflits ou de crises.



CODÉVELOPPER avec nos partenaires et les communautés des solutions durables à long terme.



CHANGER et faire évoluer les lois et les mentalités.



OXFAM
Québec

DONNEZ

oxfam.qc.ca



DÉVELOPPEMENT ET PAIX

Les déplacés du Soudan subissent famine et violences sexuelles

Développement et Paix déploie des efforts afin de soutenir les survivants de la guerre civile qui sévit actuellement au Soudan. Par le biais de deux programmes, l'organisme cible notamment la faim et les violences basées sur le genre et agit en faveur d'un déblocage de l'aide humanitaire.

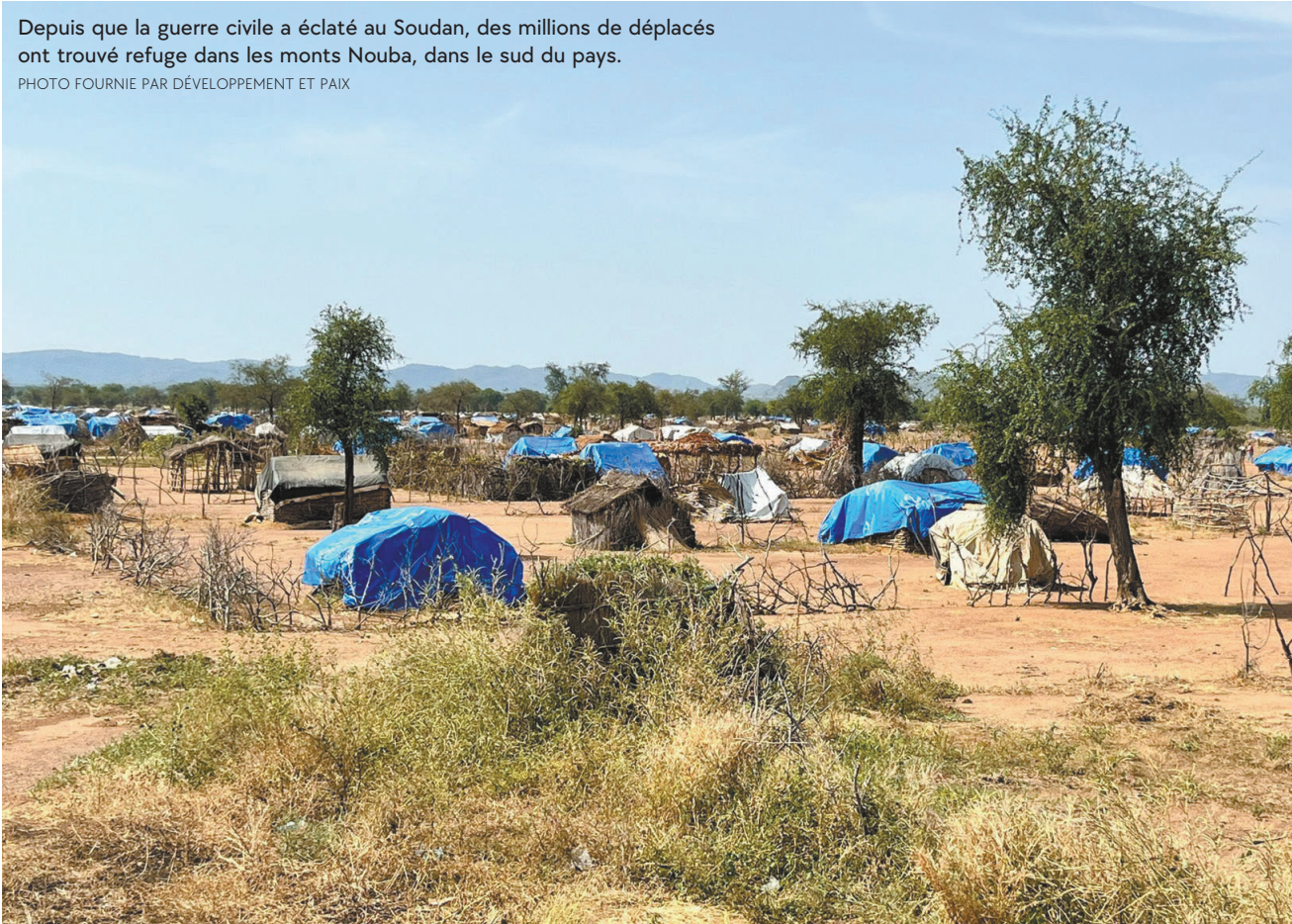
MARIE-HÉLÈNE DUFAYS MARINESCU
COLLABORATION SPÉCIALE

Depuis deux ans, le Soudan est le théâtre d'affrontements entraînant une crise humanitaire ayant déjà déplacé plus de 12 millions de personnes. Il s'agit de l'une des pires crises de déplacement au monde, selon plusieurs organismes. Alors que près des deux tiers de la population ont besoin d'aide humanitaire, la situation est qualifiée par les Nations unies de « cauchemar », rappelle Dominique Godbout, chargée de programmes humanitaires pour Développement et Paix. Cet organisme humanitaire canadien était déjà présent au Soudan avant que le conflit n'éclate en avril 2023 et déploie désormais deux programmes visant à soutenir la population locale. Il n'envoie cependant pas de coopérants sur le terrain, précise M^{me} Godbout, et travaille plutôt avec des groupes et des organisations soudanaises et étrangères.

Famine et violences

Comme le rappelle Dominique Godbout, la famine est le problème le plus inquiétant auquel fait face la population locale. Dans ce contexte,

Depuis que la guerre civile a éclaté au Soudan, des millions de déplacés ont trouvé refuge dans les monts Nouba, dans le sud du pays.
PHOTO FOURNIE PAR DÉVELOPPEMENT ET PAIX



lutter contre la faim est une priorité. Actuellement, un Soudanais sur deux éprouve en effet des difficultés à se nourrir, et la famine a été confirmée dans cinq régions du pays, tandis que sept autres sont menacées dans les mois à venir. « C'est la forme la plus grave de crise alimentaire », affirme la chargée de programmes humanitaires. « Cela veut dire qu'il y a une pénurie extrême de nourriture et que les gens meurent de faim. » Au regard de cette situation, le projet en nutrition financé par la Banque canadienne de grains, qui prendra fin en février, sera sans doute renouvelé,

car la crise alimentaire s'accroît, précise-t-elle.

En raison des frappes aériennes et de la criminalité, le conflit en cours expose les civils à des risques pour leur sécurité. L'utilisation de la violence sexuelle et sexiste comme arme de guerre est également « très répandue et très préoccupante », affirme Dominique Godbout. Elle est « de plus en plus utilisée à grande échelle par les deux côtés ». Cette violence basée sur le genre se manifeste par des viols collectifs, de la torture, de l'esclavage sexuel, des mariages forcés ou encore la traite d'humains. Un

Un Soudanais sur deux éprouve des difficultés à se nourrir, et la famine a été confirmée dans cinq régions du pays, tandis que sept autres sont menacées dans les mois à venir

deuxième programme de Développement et Paix, financé par Affaires mondiales Canada, est en cours au Soudan. Il permet de fournir des espaces sécurisés pour les femmes et les filles, où elles peuvent obtenir du soutien psychosocial et être dirigées vers des services médicaux si nécessaire. Elles y reçoivent également des trousseaux de dignité comprenant des vêtements, des articles de première nécessité et des articles pour la santé menstruelle.

L'accès à l'aide humanitaire bloqué

Au Soudan, l'accès à l'aide humanitaire est souvent bloqué par les belligérants, qui l'instrumentalisent, ce qui rend difficile la distribution de produits en nature. C'est la raison pour laquelle l'aide financière est particulièrement importante. Les individus concernés préfèrent en outre recevoir de l'aide en espèces, car ils peuvent ainsi décider eux-mêmes de la façon dont ils l'utilisent, plutôt que de recevoir des produits ne répondant pas toujours à leurs besoins immédiats, explique Dominique Godbout.

Développement et Paix agit également par l'entremise du plaidoyer en faveur d'un cessez-le-feu et d'un meilleur accès à l'aide humanitaire. Pour ce faire, l'organisme effectue des demandes d'augmentation des financements et appelle à exercer des pressions diplomatiques en collaboration avec d'autres organismes canadiens. Il collabore en effet avec des partenaires sur le terrain et organise des rencontres, y compris avec le gouvernement du Canada, ainsi que d'autres organismes canadiens. En plus d'être membre de Coopération Canada, Développement et Paix fait partie d'un groupe d'organisations travaillant au Soudan, ce qui favorise l'échange d'informations, notamment quant aux messages à transmettre à propos du conflit. À cet effet, le groupe a déjà rencontré le gouvernement du Canada et rapporte les informations de terrain à Affaires mondiales Canada.

Sur le terrain, des forums de rencontres sont également organisés avec les Nations unies dans le but de rendre compte du blocage de l'aide humanitaire. Ce n'est pas chose aisée, raconte M^{me} Godbout, car « les belligérants n'ont pas d'intérêt pour les solutions politiques, les deux côtés pensent toujours l'emporter par des solutions militaires ».

Le simple fait de parler de cette crise, souvent qualifiée de « plus négligée au monde », peut déjà soutenir les efforts déployés par les organismes humanitaires, conclut-elle.

Élevons nos voix.

Pour l'État de droit.
Pour l'égalité des genres.
Pour l'inclusion sociale.
Pour que justice soit faite.

Silvano Caicedo : 24 ans de lutte pour la justice

Leader infatigable, Silvano Caicedo a consacré plus de deux décennies à défendre sa communauté après l'un des pires désastres écologiques de la Colombie. En 2025, grâce à son combat, la communauté d'Anchicayá reçoit enfin une compensation historique, réaffirmant leurs droits à l'eau, à un environnement sain et à la préservation de leur identité culturelle.

En savoir plus:



Programme de coopération volontaire (PCV)
du Bureau international des droits des enfants

S'ENGAGER · PARTAGER
DÉCOUVRIR · CONTRIBUER

Réalisez un **mandat de volontaire** auprès de nos partenaires.

- Honduras
- Madagascar
- Tunisie

Faites des droits de l'enfant une réalité.

www.ibcr.org



HUMANITÉ ET INCLUSION CANADA

Soutenir les victimes de la guerre en Ukraine

Les attaques russes ont blessé plus de 28 000 civils ukrainiens dans les trois dernières années. Le système de santé, surchargé, peine à soutenir les personnes handicapées et vulnérables. Humanité et Inclusion Canada tente de pallier ce déficit.

JEAN-FRANÇOIS VENNE
COLLABORATION SPÉCIALE

En mars 2023, une bombe à sous-munitions a détruit la maison de la famille d'Elena, dans la ville de Kostiantynivka, où elle s'était réfugiée après avoir fui Bakhmout. La femme porte encore aujourd'hui des fragments de métal dans la jambe et près de la colonne. Sa fille, elle, garde un morceau de métal dans le crâne. À quelque 250 kilomètres de là, Antonina est réfugiée à Novomoskovsk. Atteinte d'un cancer et souffrant des suites d'un accident vasculaire cérébral, cette dame âgée peine à recevoir les services qui répondent à ses besoins.

Crise de santé mentale

L'Ukraine regorge de drames comme ceux-là depuis l'invasion russe de février 2022. « Tout le monde en Ukraine est touché par la guerre d'une manière ou d'une autre », rappelle Victoria Perez, spécialiste de la santé mentale et du soutien psychosocial d'Humanité et Inclusion Canada. Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme a recensé près de 12 500 morts et plus de 28 000 blessés ukrainiens entre février 2022 et le 31 décembre 2024. L'organisme précise que le nombre réel est probablement beaucoup plus élevé.

S'ajoute à cela le stress quotidien lié aux alarmes aériennes, aux tirs d'obus, à la crainte d'être déplacé, à l'inquiétude pour ses proches, au deuil, à l'impossibilité d'avoir accès à des soins médicaux ou à une sécurité financière, entre autres. Ces difficultés sont amplifiées par l'effondrement des réseaux de soutien social, notamment pour les familles réfugiées.

« La santé mentale et le soutien psychosocial représentent des besoins prioritaires pour les populations touchées par le conflit », souligne



Une activité de soutien psychosocial offerte par Humanité et Inclusion Canada au centre communautaire de Tsarychanka, en Ukraine, en octobre 2023. TOM NICHOLSON POUR HI

10 millions
C'est le nombre approximatif de personnes en Ukraine qui, selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, sont susceptibles de développer des troubles mentaux. Parmi elles, 3,9 millions sont sujettes à des problèmes allant de modérés à sévères.

Victoria Perez. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, près de 10 millions de personnes en Ukraine sont susceptibles de développer des troubles mentaux, dont 3,9 millions, des problèmes allant de modérés à sévères.

« C'est aussi très difficile pour les personnes qui occupent des postes de "soins", qui souffrent d'un "double fardeau", précise Victoria Perez. Elles doivent travailler davantage en raison de la réduction des services et de l'augmentation des besoins, tout en étant elles-mêmes affectées par les raids aériens et les mêmes préoccupations que les autres Ukrainiens. »

Humanité et Inclusion Canada assiste les individus touchés par le conflit, notamment les groupes les plus vulnérables, comme les personnes handicapées, leurs aidants et les

professionnels de la santé, en leur apportant un soutien psychologique par le biais de groupes de discussion ou dans le cadre de séances individuelles. Près de 10 000 personnes ont bénéficié d'un tel soutien, et près de 2000 professionnels de la santé ont reçu une formation en réadaptation physique et en soutien psychologique.

La protection des civils se dégrade

Humanité et Inclusion Canada est présent dans plus de 60 pays. Il concentre ses efforts sur l'aide humanitaire, le développement inclusif des personnes en situation de handicap et la réduction de la violence armée. L'organisme a été désigné colauréat du prix Nobel de la paix en 1997 en tant que membre fondateur de la Campagne internationale pour l'interdiction des mines antipersonnel, qui a abouti à l'établissement de la Convention d'Ottawa. Il a aussi pris part à des campagnes contre les bombes à sous-munitions et contre le bombardement de zones peuplées.

« Humanité et Inclusion Canada a d'abord été créé pour réagir à des crises humanitaires, mais a élargi au fil des ans son action pour tenter d'agir sur les causes de ces crises », souligne sa directrice générale, Anne Delorme.

Cette dernière s'inquiète du recul actuel dans l'architecture de protection des civils. La Russie, qui n'adhère pas à la Convention d'Ottawa, a employé des mines antipersonnel dans sa guerre contre l'Ukraine. En réponse, l'Ukraine a fait de même, malgré le fait qu'elle avait signé ce traité. Les deux belligérants utilisent également des bombes à sous-munitions.

Autre signe de recul, la Lituanie est devenue en 2024 le premier État à se retirer de la Convention sur les armes à sous-munitions (Conven-

L'action d'Humanité et Inclusion Canada en Ukraine

- 9927 personnes ont été dirigées vers les services d'Humanité et Inclusion par ses équipes de protection.
- 9812 personnes ont reçu du soutien psychologique.
- 1924 professionnels de la santé ont reçu une formation en réadaptation physique et en soutien psychologique.
- Près de 15 000 séances de réadaptation ont été données (plus de 4450 bénéficiaires).
- 7691 séances de sensibilisation aux dangers des engins non explosés ont été tenues.
- 3529 transports d'aide humanitaire ont eu lieu, par l'entremise d'Atlas Logistique.

tion d'Oslo, adoptée en 2008). Elle a invoqué son besoin de se défendre face à la menace russe. C'est aussi l'argument avancé par la Finlande, qui envisage de quitter la Convention d'Ottawa et de réintroduire des mines antipersonnel dans son arsenal.

« C'est facile de respecter ses obligations en temps de paix, mais c'est en temps de guerre qu'il est important de protéger les droits des civils », affirme Anne Delorme. Elle rappelle que 85 % des victimes de mines antipersonnel sont des civils et qu'il faut des décennies pour décontaminer les territoires après les conflits.

STOP AUX BOMBARDEMENTS DES CIVILS

Les enfants sont les principales victimes des conflits armés

Signez la pétition
www.hi-canada.org

JEUNESSE INFORMÉE, DROITS RESPECTÉS

POUR UN MONDE OÙ LA SANTÉ EST RECONNUE COMME UN DROIT FONDAMENTAL

En savoir plus



Dégustation de nectar lors d'un atelier de clôture du projet PROFIL, en Haïti. FRANZ ELISCAR

SOLIDARITÉ UNION COOPÉRATION

Des mangues et des noix pour l'autonomie des femmes et des jeunes

L'organisme Solidarité Union Coopération (SUCO) vient de clôturer le projet PROFIL, conçu pour vitaliser le développement des filières cajou, mangue et maraichère au bénéfice des femmes et des jeunes dans le département du Sud d'Haïti. Julie Potvin-Lajoie, chargée de projets internationaux chez SUCO, en trace le bilan.

MARIE-JOSÉE R. ROY
COLLABORATION SPÉCIALE

Basée à Montréal depuis 1961, l'organisation SUCO œuvre à rassembler des ressources de toutes natures « dans le but de renforcer l'autonomie des personnes, des organisations et des collectivités », peint Julie

Potvin-Lajoie, et d'améliorer les conditions de vie sociales, économiques et environnementales des territoires ciblés. L'organisme est ainsi actif dans dix pays, en Afrique de l'Ouest, en Amérique centrale et du Sud, ainsi qu'en Haïti et au Canada.

L'initiative PROFIL Femmes et Jeunes, déployée en Haïti, conjugue trois des champs d'expertise de SUCO :

les droits et la participation des femmes, la résilience aux changements climatiques et les systèmes alimentaires viables. En valorisant, depuis 2020, le rendement productif et nutritionnel des filières mangue, noix de cajou et production maraichère, les artisans de PROFIL ont contribué à solidifier le sort de familles « dont la sécurité alimentaire est fortement

compromise et affectée par des aléas climatiques, qui se manifestent énormément en Haïti, et de plus en plus avec le contexte mondial », explique M^{me} Potvin-Lajoie.

Concrètement, l'organisme a concentré ses actions sur trois volets : la production à travers les vergers et le maraichage, la transformation des produits alimentaires récoltés dans le but de les commercialiser, ainsi que la création et l'appui à des entreprises existantes.

Savoir local

L'un des principaux fers de lance des activités de PROFIL, fait valoir la chargée de projets, repose sur le partenariat et l'alliance avec des organisations locales, « qui sont souvent les mieux placées pour mettre en œuvre des solutions durables à l'amélioration des conditions de vie ». L'apport de SUCO vient en quelque sorte appuyer les expertises locales embauchées sur le terrain.

« Nous, on accompagne, on met en œuvre, on mise sur le renforcement des capacités. On réunit des conditions gagnantes, financièrement, par exemple. Tout se fait de manière concertée. SUCO agit comme un levier dans cette coopération. Depuis des décennies, l'organisme a toujours valorisé le savoir local. On ne veut ni imposer ni dicter des façons de faire, mais plutôt bonifier l'existant et améliorer des pratiques. »

PROFIL-Femmes et Jeunes se concentre essentiellement sur ces deux tranches de la population, d'abord pour redorer la perspective de l'agriculture aux yeux des jeunes, puis pour faciliter l'accès des femmes à des marchés traditionnellement masculins, dans un souci d'inclusion.

« Les jeunes s'exilent beaucoup vers la capitale et ne perçoivent pas l'agriculture comme une source de revenus fiable. On voulait présenter l'agriculture comme une activité sûre et génératrice de revenus, dans laquelle on peut s'investir. Et on voulait voir de quelle façon on pouvait mieux intégrer les femmes à toute la chaîne de production. » Parce que ces dernières ont peu accès aux prêts par les institutions financières ou les coopératives dans le pays, l'organisation a notamment octroyé du financement à des initiatives entrepreneuriales principalement dirigées et menées par des femmes.

Quant au choix de la mangue et de la noix de cajou comme matières à développer par PROFIL — plutôt que le café ou le chocolat, par exem-

ple —, il s'est effectué au terme d'analyses rigoureuses. « La mangue et la noix de cajou se produisent en Haïti, bien entendu, mais ont aussi une grande place dans l'alimentation et la culture. On y voyait aussi un potentiel, en s'appuyant sur les études, au niveau de la transformation alimentaire. Cette production de fruits, sa transformation et sa commercialisation peuvent représenter un revenu pour un individu et un noyau familial. »

Réalizations

Contractuellement parlant, le mouvement PROFIL s'étire jusqu'en 2025, mais ses activités se sont conclues en décembre. À l'heure de faire le bilan, Julie Potvin-Lajoie estime que les réalisations ont été nombreuses.

« Ça s'est traduit en agroécologie et en accompagnement technique pour l'amélioration des pratiques de production, de cueillette, de greffage, de post-récolte, de transformation alimentaire et de commercialisation. On a réhabilité des vergers et reboisé des hectares. On a développé et commercialisé deux gammes de produits alimentaires à base de noix et de mangue. On a distribué des équipements aux personnes participant au projet et octroyé 60 subventions à des initiatives entrepreneuriales locales. »

De tous les plans d'affaires soumis dans le cadre de PROFIL, certains impliquaient même la production de crème glacée, l'apiculture et les médicaments vétérinaires. Des pépinières et des banques de semences ont été implantées, des centres de transformation de fruits ont été rénovés et du matériel vulgarisant les techniques et les pratiques agricoles améliorées a été distribué, toujours dans une volonté de durabilité et d'autonomisation des populations.

Pour l'instant, aucune reconduction du programme n'est prévue. Sa clôture a été soulignée en présence des populations locales, « pour reconnaître le rôle joué par ces dernières », soutient M^{me} Potvin-Lajoie.

« En ce moment, on est en mode récolte de données, documentation d'initiatives et de la démarche, pour bien intégrer les leçons apprises et les bonnes pratiques de l'intervention PROFIL dans les dernières années, dans le but de mieux réfléchir à de futurs projets », conclut-elle, spécifiant que des réflexions et des explorations seront ensuite menées afin d'identifier de nouvelles pistes d'initiatives, destinées à Haïti ou à d'autres pays.

PUBLICITÉ

Haïti : quand les femmes transforment leur communauté

Souvent associée à des crises récurrentes, Haïti abrite aussi une réalité moins connue : au cœur de ce pays, des femmes et des hommes luttent chaque jour pour bâtir un avenir meilleur. Des initiatives inspirantes émergent pour redonner espoir et dignité à des communautés entières.

Face à la pauvreté, aux inégalités et aux catastrophes naturelles, les femmes haïtiennes sont particulièrement vulnérables. Mission inclusion et son équipe locale en Haïti placent les femmes et les filles au cœur du changement social grâce à son projet PACIT (Améliorer la participation citoyenne en santé et droits sexuels et reproductifs), localisé à Léogâne et à Gressier et réalisé en collaboration avec Éduconnexion.

Une crise qui frappe les plus vulnérables

Les réalités que vivent les populations haïtiennes marquent les esprits : des infrastructures fragiles, une insécurité généralisée et une pauvreté qui touche près de 63 % de la population, selon le Programme des Nations Unies pour le développement. Dans les communes de Léogâne et de Gressier, ces défis prennent une dimension encore plus criante, et les femmes et les jeunes filles sont souvent les plus touchées.

Ces dernières portent une charge disproportionnée des tâches domestiques, ont un accès limité aux soins de santé et à l'éducation, en plus de subir des violences basées sur le genre. Leur situation est aggravée par des normes patriarcales et un accès restreint des femmes aux opportunités économiques. Malgré tout, ces piliers de leurs communautés démontrent une résilience et une capacité remarquable à conduire le changement.

Les femmes, véritables actrices du changement

Dans ce contexte, PACIT se distingue par son approche novatrice. Initié par Mission inclusion et Éduconnexion, avec le soutien d'Affaires Mondiales Canada, ce projet vise à renforcer l'autonomie des communautés en misant sur la participation citoyenne et l'autonomisation des femmes, surtout en ce qui a trait à leurs droits et santé sexuels et reproductifs.



Photo: ROFGL

Un modèle d'inspiration pour le monde entier

Loin des projecteurs, PACIT présente une autre vision d'Haïti : celle d'une nation où les femmes sont au premier plan de la transformation sociale. Leur engagement envers la démocratie participative montre que, même dans les contextes les plus difficiles, un changement positif est possible. Mission inclusion est un catalyseur dans cette transformation et promeut l'importance de soutenir les initiatives locales qui travaillent auprès des communautés vulnérables pour aller au-delà des solutions à court terme. Elle investit dans la capacité des communautés à développer leurs propres réponses et à devenir autonomes.

Une invitation à l'action

Alors que la résilience haïtienne continue d'inspirer, il est essentiel de soutenir ces initiatives porteuses d'espoir. En tant que citoyen-ne du monde, vous pouvez contribuer à amplifier cet impact. Le projet PACIT est un exemple concret de la manière dont l'inclusion et la solidarité peuvent transformer des vies.

Haïti n'est pas seulement une terre de crises. C'est aussi une terre de détermination et d'espoir. Le projet PACIT en est une preuve éloquent; et un appel à croire au potentiel infini de l'humanité.

3 axes qui définissent PACIT



Renforcement des organismes communautaires : Ces groupes jouent un rôle essentiel dans l'identification des besoins prioritaires en santé, et dans le plaidoyer pour le respect de derniers.



Accès à des soins de santé primaires : Des cliniques mobiles et des formations sur les soins préventifs ont été mises en place pour répondre aux besoins de santé immédiats, particulièrement en santé sexuelle et reproductive.



Éducation et sensibilisation : Les adolescentes reçoivent une éducation sur leurs droits et leur santé, les aidant à prendre des décisions éclairées pour leur avenir.

Pour en savoir plus sur le projet PACIT et les actions de Mission inclusion au Québec et dans le monde: missioninclusion.ca



mission inclusion

CENTRE D'ÉTUDE ET DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

Des femmes africaines luttent pour une agriculture plus inclusive

Les femmes africaines jouent un rôle central dans l'agriculture, mais plusieurs sont privées du droit de posséder des terres et de profiter des fruits de leur labeur. Le Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) contribue à changer cela.

JEAN-FRANÇOIS VENNE
COLLABORATION SPÉCIALE

Le secteur africain de l'alimentation et de l'agro-industrie vaudra environ 1000 milliards de dollars américains d'ici 2030, estimait récemment le président de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina. L'inclusion des femmes dans cette industrie reste un défi dans plusieurs pays du continent. Pourtant, elles y représentent une grande partie de la main-d'œuvre.

En Afrique de l'Ouest, par exemple, plus de 70 % des travailleurs de la production, de la transformation et de la vente des denrées agricoles sont en fait des travailleuses, selon le Programme des Nations unies pour le développement. « Les femmes restent souvent privées d'un accès aux ressources qui sont fondamentales pour faire de l'agriculture, comme la propriété des terres, le financement, les technologies modernes et même les marchés où s'écoulent les productions agricoles », déplore Koumba Anouma, directrice régionale Afrique du CECI.

Victimes des lois et des coutumes
Ces limites peuvent s'incarner dans des lois qui empêchent, par exemple, les femmes d'acheter ou d'hériter



Le CECI est actif en Afrique (ici, au Bénin) pour promouvoir l'entrepreneuriat des femmes et les approches d'agriculture durable. CECI

d'une parcelle de terre. Mais même lorsque les lois deviennent plus égalitaires, des normes sociales et culturelles maintiennent ces interdits. Les pères ou les maris demeurent propriétaires des terres que les femmes cultivent. Et puisque la terre n'appartient pas aux femmes, les denrées qu'elles produisent ne leur appartiennent pas non plus.

M^{me} Anouma cite l'exemple d'un projet de rizières au Burkina Faso auquel elle a participé récemment. Celui-ci a été entravé par la difficulté de faire accepter aux chefs de village et aux hommes l'idée d'ac-

order des terres aux femmes et aux filles. Or, l'accès à des titres de propriété est essentiel à plusieurs projets d'agriculture menés par les femmes. « Sans terre à donner en garantie, elles peinent à obtenir du financement », souligne la directrice régionale.

Abattre les barrières

Le CECI soutient depuis longtemps l'entrepreneuriat féminin et l'inclusivité dans le secteur agroalimentaire dans plusieurs parties du monde, dont l'Afrique. Des projets qui promeuvent l'entrepreneuriat des femmes et les

approches d'agriculture durable ont touché plus de 200 000 femmes au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Bénin, au Mali, au Burkina Faso et au Niger. Ces approches ont contribué à augmenter les revenus et l'autonomie de petites productrices, en leur permettant de s'organiser en coopératives dont certaines regroupent plus de 20 000 femmes, et d'avoir un meilleur accès aux marchés.

Au Sénégal, le CECI mène par exemple un projet de coopération volontaire avec des entrepreneures locales qui met l'accent sur la formation et les normes de qualité. Ce-

la aide les productrices de décrocher des certifications internationales comme l'HACCP (une norme de salubrité et d'hygiène), qui rendent leurs entreprises plus compétitives.

« Ce projet leur a aussi donné accès à environ 190 000 dollars de financement pour se procurer des équipements qui rendent le travail moins pénible ou qui augmentent la productivité », ajoute M^{me} Anouma.

Toujours dans le cadre de cette initiative de volontariat, le CECI mise sur le programme Femmes entrepreneures solidaires, un système d'échanges de mentorat international, qui jumelle des PME canadiennes et sénégalaises. Des entrepreneures québécoises pourront partager leur expérience avec leurs homologues sénégalaises, notamment lors d'un déplacement de deux à trois semaines au pays de la Téranga (terme wolof qui désigne les valeurs d'hospitalité, de partage et de générosité au Sénégal).

Régions à risque

Travailler à changer les mentalités n'est pas facile, et l'insécurité omniprésente dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest augmente l'ampleur du défi. Les groupes armés, notamment djihadistes, sont très actifs dans la région. Des coups d'État militaires ont secoué le Mali, le Niger, le Burkina Faso et la Guinée depuis 2020. L'Organisation de coopération et de développement économiques soutient qu'en Afrique de l'Ouest, plus de 40 % des événements violents et des décès liés à cette insécurité se produisent dans les zones rurales.

« Ces risques peuvent nous amener à modifier ou à arrêter des projets, puisque la sécurité de nos employés, de nos volontaires et surtout des populations locales reste toujours notre priorité », note Koumba Anouma.

Elle constate par ailleurs des retombées importantes en matière d'augmentation de revenus, d'amélioration de la qualité de vie et d'autonomisation chez les femmes qui participent à ces projets. Elle estime que la prochaine phase servira à consolider et à formaliser les organisations qui en sont issues et à aider les microentreprises à devenir des PME.

« Même les entreprises canadiennes peuvent profiter d'un tel essor économique, puisqu'il augmente la demande pour des produits qu'elles vendent dans plusieurs secteurs, comme les technologies agricoles et les énergies renouvelables », conclut M^{me} Anouma.



UNIS



POUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

40 ans d'expertise coopérative et mutualiste québécoise au profit d'un monde meilleur

Devenez complices de SOCODEVI

SOCODEVI.ORG/FAIRE-UN-DON



SUCO[®]

CHACQUE
GESTE

ICI COMPTTE

AUSSI
AILLEURS

Sensible aux changements climatiques ? Soutenez une organisation québécoise qui agit pour la transition écologique dans 11 pays.



OXFAM-QUÉBEC

Renforcer l'autonomie économique des agricultrices au Ghana

Lancé par Oxfam-Québec, le projet WeAct (Women Economic Advancement for Collective Transformation) vise à générer davantage de revenus, de temps et de responsabilités pour les femmes travaillant dans les cultures de karité et de cacao. Et ce, tout en allégeant leur charge mentale.

LÉILA JOLIN-DAHEL
COLLABORATION SPÉCIALE

Lancé en 2020, le projet financé par Affaires mondiales Canada s'attaque aux obstacles auxquels se heurtent les jeunes agricultrices de plusieurs régions au nord du Ghana. « On vise à modifier les attitudes et les comportements dans la communauté pour qu'elles soient vraiment autonomes économiquement », résume Nazik El Yaalaoui, directrice principale des programmes internationaux chez Oxfam-Québec.

Au Ghana, les coutumes patriarcales font en sorte que les femmes se retrouvent avec une lourde charge mentale, en étant à la fois responsables des tâches ménagères et du travail pour nourrir leurs enfants. « Quand les hommes reconnaissent ce travail invisible, leur mentalité évolue », souligne M^{me} El Yaalaoui, qui observe des changements au niveau des rôles sociaux et des prises de décisions. Par exemple, des pères vont maintenant chercher l'eau destinée aux besoins de leurs familles, alors qu'auparavant, cette tâche était réservée aux femmes, explique-t-elle.

Cette notion du travail invisible des filles peut trouver écho chez les Québécois, fait-elle valoir. En octobre dernier, 90 % des agricultrices de la province estimaient d'ailleurs être en surcharge mentale, selon un sondage Léger commandé par les Agricultrices du Québec.

Des équipements et du temps

En collaboration avec des partenaires locaux sur le terrain, Oxfam-Québec a mis sur pied un modèle plaçant les femmes au centre de la famille. « C'est une approche qui défait les stéréotypes, qui réinvente les dynamiques de

pouvoir dans le foyer et dans la communauté, et qui amène des changements dans les mentalités », explique M^{me} El Yaalaoui.

Le projet a également proposé des formations en entrepreneuriat et en littératie financière pour aider les participantes à développer leurs activités. L'achat d'électroménagers, comme des cuisiers à riz, a ainsi permis de diminuer le temps que passent les femmes à accomplir certaines tâches.

Les femmes disposent aussi maintenant d'équipements qui leur servent à fabriquer du beurre de karité ou à transformer du cacao plus rapidement. « Au lieu de faire tout le processus de production à la main, elles économisent dorénavant environ quatre heures de travail », calcule M^{me} El Yaalaoui, citant en exemple une bénéficiaire qui a pu doubler ses revenus de cette façon.

« L'approche [du projet WeAct] défait les stéréotypes, réinvente les dynamiques de pouvoir dans le foyer et dans la communauté, et amène des changements dans les mentalités »

WeAct a, de plus, proposé du soutien légal aux agricultrices en les informant sur leurs droits. « Comme elles vivent dans des communautés reculées, elles ne savaient pas, par exemple, qu'elles pouvaient acheter un terrain pour étendre les activités de leur entreprise », souligne la directrice.



Sakura Abdoulye, 43 ans, produit du beurre de karité dans la communauté de Bunglung, dans le nord du Ghana. MUSAH MENSAB POUR OXFAM-QUÉBEC

Du temps pour souffler

Depuis les débuts du projet WeAct, les participantes ont gagné plusieurs heures de temps libre, qu'elles peuvent désormais consacrer à des activités génératrices de revenu. « Avant, l'homme n'était jamais responsable de changer ou d'habiller son enfant, ni en public ni en privé. Maintenant, elles ont de l'aide », rappelle Nazik El Yaalaoui.

Si certains chefs religieux ou locaux étaient au départ réticents à une telle réforme, ils ont pu changer d'avis en voyant la transformation sociale qui s'opérait dans leur communauté. « Tout le monde sent que, dans le quotidien, il y a une évolution positive », constate la directrice.

Les revenus supplémentaires que touchent les agricultrices leur permettent non seulement d'épargner, mais également de subvenir aux besoins de leurs familles d'une meilleure façon. « Avec cet argent, elles vont acheter des aliments plus nutritifs et vont financer l'éducation des enfants, surtout celle des filles », souligne la direc-

trice. Ainsi, les adolescentes peuvent consacrer davantage de temps à s'instruire plutôt que de s'adonner uniquement aux tâches ménagères.

Des changements qui contribuent aussi au bien-être des couples. « Avant, il y avait toujours des conflits parce que les femmes travaillaient beaucoup. Elles s'énermaient, et les hommes allaient se marier à d'autres femmes plus jeunes, explique M^{me} El Yaalaoui. Mais maintenant, ils sont fiers de s'afficher publiquement avec leur épouse. » Ainsi, en plus de mieux pourvoir aux besoins de leur famille, les agricultrices ont davantage de temps pour prendre soin d'elles-mêmes et d'argent pour s'acheter de nouveaux vêtements, décrit la directrice.

En octobre dernier, 5012 femmes avaient pris part à l'initiative. Un nombre qui va grandir jusqu'à la fin du projet, courant février, avec des effets pérennes sur les communautés. « Elles nous ont dit : "Ces connaissances qu'on a apprises, elles ne vont jamais disparaître" », conclut Nazik El Yaalaoui.

MISSION INCLUSION

Pour que les femmes aient le droit de choisir

L'association travaille à améliorer la santé sexuelle et reproductive des Haïtiennes

MARTINE LETARTE
COLLABORATION SPÉCIALE

Alors que les gangs armés contrôlent 85 % de la capitale d'Haïti, Port-au-Prince, d'après les estimations de l'Organisation des Nations unies (ONU), Mission inclusion travaille à améliorer la santé sexuelle et reproductive des femmes et des adolescentes, à une quarantaine de kilomètres de là.

« On a tendance à penser que l'homme a le droit d'avoir des relations sexuelles avec sa conjointe sans avoir de consentement de sa part, seulement parce que c'est sa conjointe », témoigne Santia Chancy, coordonnatrice terrain du Projet Amélioration de la participation citoyenne (PACIT) et représentante de Mission inclusion en Haïti. À ses yeux, le consentement n'est pas bien défini en général pour les gens en Haïti. « Nous avons fait beaucoup de travail, ajoute-t-elle, mais il en reste encore beaucoup à faire. La femme a le droit de faire ce qu'elle veut de son corps. Et quand c'est non, c'est non. »

La contraception est aussi un défi. « Ce n'est pas très bien vu, surtout si c'est pour une femme qui n'est pas en couple », explique M^{me} Chancy. [...] Le moyen de contraception le plus utilisé est le condom, mais il est utilisé par l'homme, c'est lui qui a le pouvoir. Il faut encore expliquer aux femmes qu'elles ont aussi le droit de faire leur choix. »

Travailler en communauté

Le PACIT, financé par le gouvernement du Canada, a commencé en avril 2021 dans les communes haïtiennes de Léogâne et de Gressier.

« Depuis mars 2024, la situation humanitaire s'est brutalement détériorée avec l'intensification des attaques des gangs, surtout dans la région métropolitaine, indique Santia Chancy, jointe à Léogâne. Nous avons dû laisser Gressier lorsque les gangs en ont pris le contrôle en mai dernier. À Léogâne, comme notre personnel est local et que nous avons un très fort ancrage dans la communauté, nous avons un sentiment de sécurité qui nous permet de continuer à travailler. »

Mission inclusion a collaboré avec des organisations de femmes, des clubs de parents et des clubs de jeunes pour améliorer la capacité de mobilisation de la communauté à faire valoir ses droits.

« Mais pour faire valoir ses droits, il faut bien les connaître, précise la coordonnatrice. Dans une approche féministe, en utilisant des outils de participation citoyenne, nous avons amené les gens à cibler des enjeux et à trouver des solutions. » Elle donne l'exemple des grossesses précoces. « Plusieurs causes ont été nommées, notamment le manque d'éducation des parents, illustre-t-elle. Ensuite, les gens ont proposé d'organiser des rencontres avec les parents. »

Toujours, il faut aller chercher des alliés. Elle mentionne notamment le maire de Léogâne et, plus largement, les hommes. « Nous avons besoin des hommes pour avancer dans ce dossier, précise l'Haïtienne. Nous allons les chercher en leur parlant de leur femme, de leur fille. L'idée, c'est de créer un espace de dialogue entre ces gens qui n'ont pas nécessairement l'habitude de s'asseoir ensemble et de chercher des solutions afin que nous puissions vivre dans une communauté sans violence. Nous ne disons pas aux gens quoi faire, nous mettons à profit leur potentiel pour trouver des solutions. »

Cette approche basée sur l'autonomisation vise à développer l'engagement citoyen. « Les gens sont mieux informés et, ensuite, ils veulent changer les choses, explique Santia Chancy. Nous prenons aussi le temps de célébrer les réussites. C'est très important pour stimuler le sentiment d'autosatisfaction, et cela donne de l'énergie pour la prochaine étape. »

Appuyer les institutions de santé

PACIT a aussi réalisé un travail de renforcement des institutions de santé, notamment auprès de l'Unité d'Arrondissement de Santé (UAS) Anaocaona, qui coordonne les activités de santé à Léogâne et à Gressier. « Beaucoup de formations ont été données, entre autres en reddition de comptes, indique M^{me} Chancy. On a fourni des outils et, avec une approche de codéveloppement, nous discutons avec les gens en poste afin de comprendre, par exemple, pourquoi certains [outils] n'étaient pas utilisés. »

Le PACIT a également soutenu financièrement l'UAS afin, notamment, que des visites de supervision puissent être organisées. « La disponibilité et la qualité des services de santé sexuelle et reproductive ont été augmentées, mentionne la coordonnatrice. Les femmes et les adolescentes en bénéficient. »

50 Inter Pares
mondialiser l'égalité

Célébrons 50 ans de travail solidaire pour la justice sociale.

www.interpares.ca